

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1986

17 déc. — Décret n° 86-222 portant nomination des membres de la commission nationale de recensement général de votes 1

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCAUX,

1986

16 déc. — Arrêté n° 36/MJ/CAB portant désignation des magistrats habilités à délivrer des ordonnances relatives aux inscriptions exceptionnelles sur les listes électorales 2

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 86-222 du 17 décembre 1986 portant nomination des membres de la commission nationale de recensement général des votes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu les articles 11, 12, 13 et 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 79-50 du 19 décembre 1979 portant modalités d'élection du Président de la République ;

Vu le décret n° 86-217 du 25 novembre 1986 convoquant le corps électoral ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Sont nommés de la commission nationale de recensement général des votes prévues par l'article 4 de l'ordonnance n° 79-50 du 19 décembre 1979, portant modalités d'élection du Président de la République, les personnes dont les noms suivent :

M. Mawupé VOVOR, président
membre du bureau politique du R.P.T.
M. Nangbog BARNABO, membre
membre du bureau politique du R.P.T.

Mme Biyémi KEKEY, membre
membre du comité central du R.P.T.

M. Koutakou BATABA, membre
membre du comité central du R.P.T.

M. Mawulikplimi AMEGEE, officier
supérieur membre

M. Polo AREGBA, procureur général membre

M. Nyaku DANTEY, procureur
de la République membre

Art. 2 — Cette commission se réunira sur convocation de son président.

Elle devra avoir terminé ses travaux et proclamé les résultats définitifs des élections présidentielles du 21 décembre 1986 à minuit.

Elle pourra se faire assister pour l'élection des travaux matériels, de tout le personnel dont elle estimera avoir besoin.

Art. 3. — Le présent décret sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 décembre 1986
Général Gnassingbé EYADEMA

ARRETE N° 36/MJ/CAB du 16 décembre 1986 portant désignation des magistrats habilités à délivrer des ordonnances relatives aux inscriptions exceptionnelles sur les listes électorales

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

Vu l'ordonnance n° 86-10 du 11 décembre 1986 relative à une procédure exceptionnelle d'inscription sur les listes électorales ;

Vu le décret n° 63-79 du 6 juillet 1963 relatif aux attributions du garde des sceaux, ministre de la justice,

A R R E T E :

Article premier — Les magistrats, dont les noms suivent sont désignés pour délivrer des ordonnances relatives aux inscriptions exceptionnelles sur les listes électorales :

— Commune de Lomé : M. Missiamenou ANANI, président du tribunal de première instance de Lomé,

M. Tètè TEKOE, juge au tribunal de première instance de Lomé

— Préfecture du Golfe : M. Lassey AGNITHEY, juge au tribunal de première instance de Lomé,

M. Sewa NEGLOKPE-ADJEVI, juge au tribunal de première instance de Lomé

— Préfecture des Lacs : M. Kokou KOBISSAM, président du tribunal de première instance d'Aného

— Préfecture de Yoto : M. Kokou KOBISSAM, président du tribunal de première instance d'Aého

— Préfecture de Vo : Mme Madoe AHODIKPE, président du tribunal de première instance de Vogan

— Préfecture du Zio : M. Ukulébi ALINON, président du tribunal de première instance de Tsévié

— Préfecture de l'Ogou : M. Kwami AMADOS-DJOKO, président du tribunal de première instance d'Atakpamé

— Préfecture d'Amou : M. Kwami AMADOS-DJOKO, président du tribunal de première instance d'Atakpamé.

— Préfecture de Haho : Mlle Kokoe AMEWOU, président du tribunal de première instance de Notsé

— Préfecture de Kloto : M. Dabré GBANDJABA, président du tribunal de première instance de Kpalimé.

— Préfecture de Wawa : M. M'Pouan OUADJA, président du tribunal de première instance de Badou

— Préfecture de Tchaoudjo : M. Koffi DJAMA, président du tribunal de première instance de Sokodé

— Préfecture de Tchamba : M. Koffi DJAMA, président du tribunal de première instance de Sokodé

— Préfecture de Bassar : M. Koffi DJAMA, président du tribunal de première instance de Sokodé

— Préfecture de Sotouboua : M. Gbenyebu AHADJI, président du tribunal de première instance de Sotouboua

— Préfecture de la Kozah : M. Kini Gbogla GOMADO, président du tribunal de la première instance de Kara

— Préfecture d'Assoli : M. Kini Gbogla GOMADO, président du tribunal de première instance de Kara

— Préfecture de la Binah : M. Kini Gbogla GOMADO, président du tribunal de première instance de Kara

— Préfecture de Doufelgou : M. Abalo PETCHELEBIA, président du tribunal de première instance de première instance de Niamtougou

— Préfecture de la Kéran : M. Abalo PETCHELEBIA, président du tribunal de première instance de Niamtougou

— Préfecture de l'Oti : M. Lodonou EKLUBUKO, président du tribunal de première instance de Mango

— Préfecture de Tone : M. Abotsi DANSOU, président du tribunal de première instance de Dapaong.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 Décembre 1986
A. M. MAWUGBE